



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : [unsen@cgteduc.fr](mailto:unsen@cgteduc.fr) - Site : [www.cgteduc.fr](http://www.cgteduc.fr)

### **Bac 2021 : oui au report des épreuves de mars, non aux choix dogmatiques du ministre**

En fin de semaine, Jean-Michel Blanquer a annoncé l'annulation des épreuves de spécialités de mars ce que les organisations syndicales mais aussi les représentant·es des élèves et des parents exigeaient depuis de longues semaines. Pour la CGT Éduc'action, il est évident que ces épreuves arrivent beaucoup trop vite, en particulier cette année, avec le retard accumulé lors du confinement de mars 2020 et la perte horaire due à la situation sanitaire depuis novembre.

La CGT Éduc'action estime que cette annonce aurait dû être faite beaucoup plus tôt. Cela aurait permis aux enseignant·es de mieux structurer leur enseignement en prenant en compte les difficultés scolaires générées par la crise sanitaire et aussi d'éviter le stress subi par les élèves, leurs parents et les personnels. Mais JM Blanquer se sera malheureusement obstiné à maintenir en mars ces épreuves qui sont une des clés de voute de Parcoursup (véritable outil du tri social à l'entrée de l'université), tout en refusant de recruter massivement des personnels pour pallier les effets de la crise.

Pire, alors que pour le moment, rien n'indique que les élèves ne pourront pas passer ces épreuves au mois de juin, le ministre fait le choix de les transformer immédiatement en contrôle continu. La CGT Éduc'action dénonce ce mode d'évaluation du baccalauréat inégalitaire et qui attaque le caractère national de l'examen. Cette décision est d'autant plus problématique que le report de ces épreuves en juin n'empêchait en rien le ministère de travailler à une solution alternative s'il le voulait.

Il s'agit donc bien d'un choix dogmatique du ministre qui maintient son « grand oral » portant sur les disciplines de spécialités en juin, alors qu'élèves et enseignant·es n'ont toujours pas d'informations fiables sur les modalités de passage et d'évaluation de cet oral. Il en va de même du refus de supprimer la question de grammaire à l'oral de français de première alors que la demande de baisse du nombre de textes à étudier a été entendue.

Refus d'embauche massive de personnels en septembre pour permettre d'alléger les effectifs des classes, choix du contrôle continu, maintien de la sélection généralisée dans Parcoursup, refus d'allègements de programmes... Même dans le contexte de crise sanitaire, JM Blanquer fait encore et toujours passer sa vision idéologique de l'École devant l'intérêt des élèves.

Pour 2021, la CGT Éduc'action continue d'exiger le report en juin des épreuves de spécialités si le contexte sanitaire le permet, l'abandon du grand oral et de la sélection à l'entrée de l'université.

Elle appelle plus que jamais les personnels à se mobiliser, entre autre le 26 janvier et le 4 février, pour l'abrogation des réformes du baccalauréat et du lycée ainsi que de la loi ORE, pour le retour à des épreuves finales nationales, pour la liberté de s'inscrire dans la licence de son choix et pour la construction d'un lycée unique et polytechnique démocratique.

Montreuil, le 25 janvier 2021